

WARAA

Les Vainqueurs

Dans le but de sauver le football togolais malade
Le Ministre Gny Madzé Lorenzo
à la rencontre des acteurs P7



Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 31 Juillet 2015 N° 079 - Prix 250 F CFA

CAP 2015 annonce une sortie médiatique très prochainement

Bilan politique à quelques mois de la fin
de 2015 ou une pure diversion? P4

Réparation des torts faits aux victimes
dans le processus de justice transitionnelle

Le Gouvernement dispose à accompagner le processus P4

Prochain sommet de l'UA sur
la sécurité maritime P2

Le Togo à pied d'œuvre

Améliorer les soins de santé des populations P6

Le chef de l'Etat fait don de matériel
médical à l'USP de Lassa Houédé

Après la défaite retentissante de Jean
Pierre Fabre à la présidentielle de 2015



Georges KUESSAN et son
parti désertent le CAP 2015 P4

Face à l'insécurité grandissante, le vol à main
armée et l'impuissance des forces de sécurité



Les présumés coupables paient les
frais de la justice populaire P3 & 6

Un voleur revient après sa
libération menacer sa «victime»

Capitalisation sur les acquis de la réforme
du système de défense et de sécurité



Le gouvernement veut
positionner le Togo en
bonne place dans
l'environnement international P5

Réparation des torts faits aux victimes dans le processus de justice transitionnelle

Le Gouvernement disposé à accompagner le processus

Le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN), l'institution chargée de contribuer à l'instauration d'un climat social et politique apaisé nécessaire à la réconciliation et de lancer le dispositif d'indemnisation des victimes a démarré sa mission depuis 3 mois déjà. La semaine dernière, cette institution a organisé une rencontre à Notsè sur le thème de la réparation des victimes dans le processus de justice transitionnelle. Plusieurs personnalités dont le Premier Ministre Klassou Sélom, Mgr BARIGAH du CVJR, une délégation ministérielle, les chefs coutumiers et

d'autres acteurs du domaine judiciaire ont assisté à cette rencontre. Dans son intervention, le Chef du gouvernement a affirmé la détermination de son équipe à accompagner le processus de la réparation des victimes dans le processus de justice transitionnelle. « L'objectif ultime poursuivi par ces mécanismes de justice transitionnelle est de réinstaurer non seulement une paix durable et une gouvernance apaisée dans tous les domaines, mais aussi et surtout de réinventer les outils susceptibles de servir plus efficacement la cause de l'unité et de la réconciliation nationale. Si le but est le



même partout, les voies pour aboutir aux résultats escomptés sont loin d'être identiques en raison des spécificités propres à chaque pays. », a indiqué le Premier Ministre. « La problématique des réparations étant une question fondamentale d'une société divisée et désireuse de se forger un avenir plus harmonieux malgré ses

contradictions, ses doutes, et ses frustrations, le gouvernement ne peut qu'adhérer, accompagner et soutenir le processus. En effet, autant la manifestation de la vérité sur les violences et la réparation des violations des droits humains contribue à apaiser les cœurs des victimes, autant la réparation des préjudices su-

bis, par ses effets restaurateurs, permettra de poursuivre avec plus de chance de réussite l'œuvre de construction du vivre-ensemble à laquelle tous les Togolais sont conviés », a-t-il ajouté.

La mise en place du HCRRUN fait suite à un travail remarquable fait par la CVJR. Cette commission pilotée par Mgr Barigah avait auditionné sur le plan national les Togolais victimes des injustices de toute sorte dans les différents troubles socio-politiques qu'a connus le pays. La réparation de ces victimes figure alors dans les recommandations formulées par la CVJR.

Jack NUKUNU

Prochain sommet de l'UA sur la sécurité maritime

Le Togo à pied d'œuvre

Le Togo s'apprête à accueillir du 2 au 7 novembre prochain, le sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) sur la sécurité maritime et le développement en Afrique.

Un peu plus de 4.500 invités sont attendus du 2 au 7 novembre dans la capitale togolaise pour cette grande rencontre

qui a pour objectif de définir une stratégie commune de lutte contre l'insécurité maritime en Afrique et promouvoir l'économie bleue marine. Le clou de ce sommet, sera l'adoption de la charte de Lomé, le continent ne disposant pas actuellement d'un texte devant contraindre les pays africains à res-



M. Robert Dussey Chef de la diplomatie togolaise

pecter certaines règles maritimes. Pour se faire, le Chef de l'Etat et le gouvernement ne font pas de quartier pour mener une offensive diplomatique tous azimuts pour rallier un maximum de pays à cette cause.

C'est ainsi que depuis quelques semaines, de forts lobbyings sont me-

nés par le gouvernement sur le continent. A ce jour, au moins 2/3 des pays africains soutiennent cette charte. A l'interne, les préparatifs vont bon train pour la réussite de cette grande rencontre.

«L'ensemble du gouvernement est mobilisé. Depuis plusieurs mois,

Suite à la p 5

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45 / 22-35-81-95
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRETAIRE DE REDACTION

Pamphile S. NUMENYA

REDACTION

EZI Akoma
W. Maléki
Achile
A. Fic
Jack Nukunu
Hubertine Akouvi
Séna Le Libre Penseur

INFORMATICIEN

Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE

La Colombe
Tirage : 3.000 Exemplaires
Récépissé N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :
appelez le 90-02-52-45**

**Retrouvez
votre Journal
WARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans les kiosques**

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

Capitalisation sur les acquis de la réforme du système de défense et de sécurité Le gouvernement veut positionner le Togo en bonne place dans l'environnement international

La paix, la sécurité et la stabilité restent plus que jamais des biens précieux pour les nations. Elles sont même devenues des critères de choix et des avantages comparatifs décisifs dans l'environnement compétitif de la mondialisation dans un monde en proie aux trafics en tout genre, aux crimes organisés et à la montée du terrorisme. En son axe 4 de sa politique générale, le Gouvernement Klassou entend alors capitaliser sur les acquis de la réforme du système de défense et de sécurité engagée par le Président de la République pour mieux positionner le Togo sur la scène diplomatique et économique sous régionale et internationale. Les changements positifs qui ont été opérés grâce à cette réforme doivent alors être sans cesse consolidés pour permettre au pays de renouer avec sa vocation antérieure de grand carrefour sous-régional et international. D'ores et déjà, le sommet extraordinaire des chefs

d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine que le Togo va accueillir en novembre 2015 sera un test grandeur nature de sa capacité à se repositionner sur le marché de l'organisation des grandes rencontres internationales qui a été, par le passé, l'un des socles de son rayonnement. Le Premier ministre Klassou Sélom rassure alors que son gouvernement mobilisera toute son énergie pour réussir ce test déterminant pour ouvrir davantage notre pays sur le monde. « Au-delà du caractère ponctuel de cet événement continental, c'est un nouveau chapitre qui s'ouvre dans la mise en œuvre du concept de diplomatie du développement. », a-t-il laissé entendre.

Culture d'une Diplomatie agissante

Avec le gouvernement sortant, le Togo avait ouvert de nouveaux horizons sur le plan diplomatique. En effet, il a tissé des relations diplo-



matiques avec des pays émergents, parfois dans des contrées lointaines. A entendre Klassou Sélom, cette offensive diplomatique doit aujourd'hui franchir un nouveau cap, en tablant sur le climat de paix et de sécurité dont nous jouissons pour attirer davantage le secteur privé et les hommes d'affaires sur cette terre hospitalière qu'est le Togo. « Le succès de notre diplomatie économique se mesurera aussi à l'aune des investissements directs étrangers que nous aurons réussi à attirer au Togo. La diplomatie économique a aussi un rôle stratégique à jouer pour la réussite de la vision du

Chef de l'Etat, y compris par la prise en charge des enjeux sécuritaires dans la sous-région. Cette diplomatie économique s'attachera également, à la promotion et la protection des Togolais de l'Extérieur, un autre axe prioritaire de notre politique étrangère, en rapport avec la vision du Président de la République, de faire de la Diaspora togolaise, un véritable levier du développement économique et social du pays. », a-t-il dit. La consolidation de la sécurité, la paix et la stabilité est aussi le meilleur moyen d'établir solidement la réputation de la plateforme bancaire et

commerciale de premier choix dont jouit Lomé. Le gouvernement fera en sorte que les grands groupes bancaires, d'assurance et d'investissement puissent continuer à élire domicile au Togo en le considérant comme un havre de paix qui protège durablement leurs capitaux et leurs activités.

Les efforts visant à capitaliser sur la paix, la stabilité et la sécurité retrouvées pour mieux positionner le Togo, ne pourront atteindre pleinement les résultats poursuivis que s'ils s'inscrivent dans la dynamique sous régionale et internationale portée par les mêmes objectifs. Pour se faire, les contingents togolais continueront à prendre une part active au maintien de la paix et de la sécurité partout où ils sont appelés. Le Togo continuera à prendre toute sa part du lourd fardeau que la lutte contre le terrorisme fait peser sur la communauté internationale.

Jack NUKUNU

Face à l'insécurité grandissante, le vol à main armée et l'impuissance des forces de sécurité Les présumés coupables paient les frais de la justice populaire Un voleur revient après sa libération menacer sa «victime»

En attendant que le gouvernement ne joigne l'acte à la parole en renforçant le système sécuritaire du pays, il faut reconnaître que l'insécurité bat son plein à Lomé. Plusieurs cas de vols à mains armées sont constatés dans plusieurs coins de la capitale et il est plus difficile de se déplacer sans crainte la nuit pour vaquer à ses occupations. Au même moment, la population n'hésite pas à se passer de la police pour régler les comptes aux présumés coupables qu'ils ont sous la main. Et quand c'est la

rue qui décide juger un présumé voleur, la sentence est lourde, elle va jusqu'à la peine capitale et de quelle manière ? Le présumé coupable est torturé sauvagement avant de perdre son dernier souffle dans les flammes. Cette façon de trancher les cas de vols est une atteinte aux droits de l'homme notamment le droit à la vie mais on est alors tenté de savoir pourquoi la population évite la voie légale, celle des commissariats de police et tranche elle-même certaines affaires surtout celles relatives aux vols. Pour plusieurs person-

nes, la police au lieu de décourager les petits bandits qui se livrent aux vols à mains armées et aux braquages, semble même être complaisante avec eux. « Il ne sert plus à rien d'envoyer un voleur au commissariat. Les policiers eux-mêmes protègent les voleurs aujourd'hui », s'indigne un citoyen. Un infographe qui a heureusement pris en flagrant délit un jeune homme en train de défoncer la porte de son bureau a été littéralement déçu après avoir amené son voleur dans un commissariat de la capitale. « C'était en période de

jeûne musulman de cette année. Un soir après le boulot, je suis rentrée à la maison après avoir verrouillé soigneusement la porte de mon bureau. Mais aux environs de 23H un voisin qui est dans l'entourage de mon service m'appela pour m'informer qu'un voleur qui défonçait la porte de mon bureau a été arrêté et les autres voisins sont entrain de lui infliger une bonne correction corporelle. J'ai alors pris ma moto pour retourner voir ce qui s'y passait. Effectivement, à mon arrivée, j'ai vu le présumé voleur en question qui

gémissait dans une avalanche de coups, les traces de ses manœuvres sur ma porte et ses outils essentiellement composés d'un burin et d'un marteau. En bon citoyen, je demandai alors à la masse d'arrêter de le frapper. J'appelai alors le corps de la police qui vient quelque temps après l'embarquer dans un commissariat. Les voisins n'ont pas vraiment apprécié ma démarche mais moi je voulais suivre la loi. Le jour suivant je suis allé voir le commissaire du commissariat où il a été amené. Franche-

Suite à la p 6 3

Après la défaite retentissante de Jean Pierre Fabre à la présidentielle de 2015

Georges KUESSAN et son parti désertent le CAP 2015

La défaite est orpheline, dit-on. Suite à la défaite de Jean Pierre Fabre, le défenseur N°1 des causes du Combat pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015) a officiellement abandonné Jean Pierre Fabre dans ces moments douloureux, à l'heure où il ne s'est pas encore remis de sa débâcle de la dernière présidentielle.

Selon le président du parti Santé du peuple, Georges KUESSAN, il n'y a aucun problème qui motive sa sortie du CAP 2015. A l'entendre, son retrait se justifie par le respect de l'esprit du protocole d'accord signé le 31 octobre 2014 et qui a vu naître la coalition de cinq (5) partis

politiques à la tête de laquelle Jean-Pierre Fabre a été présenté comme candidat à la présidentielle dernière. Mais avec recul, on se rend compte que celui qui aimait se faire inviter sur les médias pour maquiller les profonds désaccords qui minent le CAP 2015 arrive difficilement à marcher la tête haute avec un groupe qui a été incapable d'assurer l'alternance politique. Comme en politique tous les coups sont permis, il se retire rapidement du groupe pour s'épargner de toute la responsabilité qui est la sienne dans l'échec de l'alternance Politique en 2015.



Georges KUESSAN, Président du parti Santé du peuple,

Finalement, c'est en sortant du CAP 2015 qu'il reconnaît que l'opposition togolaise a des problèmes qui sont entre autres la recherche permanente de l'intérêt personnel provoquant souvent l'impasse dans

de nombreux débats, une crise de confiance particulièrement prononcée entraînant souvent de la méfiance et des tentatives presque systématiques de substitution des propositions des uns par celles des

autres. Il propose alors la mise en veilleuse du CAP 2015, les états généraux de l'opposition togolaise et le regroupement de tous les partis politiques de l'opposition au sein d'un autre bloc pour favoriser l'alternance politique au Togo.

Pour l'heure, avant que le CAP 2015 ne devienne plus qu'une coquille vide, 3 petits partis, la Convention démocratique des peuples africains (CDPA), le Pacte socialiste pour le renouveau (PSR) et l'UDS-Togo notamment continuent de témoigner leur soutien à l'ANC au sein de CAP 2015.

Jack NUKUNU

CAP 2015 annonce une sortie médiatique très prochainement Bilan politique à quelques mois de la fin de 2015 ou une pure diversion ?

Le Combat pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015) annonce pour mercredi prochain une sortie médiatique afin dit-on de dresser un bilan de la tournée européenne du candidat malheureux de ce regroupement politique lors de la dernière présidentielle.

Des sources proches de l'entourage du CAP 2015 indiquent que le clou de la tournée européenne de Jean Pierre Fabre a été son audience à l'Élysée où le candidat Fabre aurait été reçu par les autorités françaises qui, après sa démonstration et preuves à l'appui, auraient reconnu sa victoire lors de la dernière élection. Il faut alors partager cette bonne nouvelle avec la base et galvaniser les troupes pour les manifestations

de rues prochaines.

Mais que ce soit de sources diplomatiques où des médias qui relaient au quotidien les activités de la présidence française, rien de ce qui se dit n'est vérifié. Aucune trace du patron du CAP 2015 dans les médias français réputés souvent hostiles au pouvoir de Lomé. C'est encore la vente d'illusions aux naïfs qui continue. Si la France reconnaît enfin la victoire de Fabre à la dernière présidentielle, qu'est ce qui coûte à son ambassadeur à Lomé de le signaler clairement aux « autorités de faite » du Togo ?

Comme nous sommes presque en fin d'année qui rime bien avec les soldes commerciaux, les hommes politiques eux aussi font leur solde. Il faut brader le produit et



recupérer ne serait-ce que son prix de revient. CAP 2015 qui était un regroupement électoraliste approche sa date de péremption et il faut tout faire pour l'administrer à des patients politiques ou disons aux impatients de l'alternance afin de récupérer des dividendes politiques. Sinon, après les sorties d'Abass KABOUA du MRC, de Gerry TAAMA du NET, de Bassabi KAGBARA du PDP et tout dernière-

ment celle annoncée de Georges William KUESSAN de Santé du Peuple, le produit a perdu son brevet d'invention et même son principe actif. CAP 2015 se conjugue déjà au passé comme ce fut le cas du Collectif Sauvons le Togo (CST), son ancêtre immédiat et Fabre en est conscient.

Aujourd'hui Fabre lutte pour son existence politique au Togo et non pour la récupération d'une quelconque vic-

toire. La stratégie du pourrissement l'a toujours servi et Il sait qu'elle est payante car il l'a expérimentée en 2013 lors des législatives. Sinon l'ANC n'aurait pas eu le score qu'elle a si son leader n'avait pas occupé le terrain depuis 2010.

Pour certains analystes l'opposition incarnée par Fabre n'est pas prête pour changer de stratégie. Elle s'illusionne et vit dans une bulle qui l'éloigne de la réalité. Le Togo d'Eyadéma où Gil Christ OLYMPIO était le super opposant est révolu et surtout la communauté internationale qui est témoin des mutations politico-économiques ne se laissera pas tromper par des pseudo-démocrates ou vendeurs d'illusions.

SENA LE LIBRE PENSEUR

Amélioration des prestations du CMS de Katanga Le centre bénéficie d'un lot de produits pharmaceutiques

Le Centre Médico-Social (CMS) de Katanga, village situé à environ 12 km à l'est de Lomé, dans la zone portuaire, a bénéficié le vendredi 24 juillet d'un lot de produits pharmaceutiques offert par l'Agence de Représentation et de Promotion Médicale (PPM) une agence franco-cambodgienne basée à Lomé. C'était au cours d'une cérémonie conjointement organisée par l'Association pour le Développement et la Gestion de l'Environnement (ADEGE) et l'agence PPM.

Le don estimé à près de 600 000 F CFA, est composé, entre autres, d'antipaludéens, d'antibiotiques, d'antipa-

rasitaires, de vitamines, de vermifuges et des produits de gynécologie.

L'objectif de cette action est d'améliorer les prestations du CMS de Katanga souvent sollicité puis de lancer un appel à la population dudit village à fréquenter ce centre de santé pour des soins appropriés.

Les produits ont été remis au président de l'ADEGE, Sébastien Kisseh par le directeur de l'ONG « MediAfric »,



dont fait partie PPM, Adam Sphanu. Celui-ci, après avoir rappelé l'objectif principal de son groupe qui est de venir en aide aux malades, a réitéré sa volonté d'accompagner les structu-

res sanitaires dans leurs efforts afin d'offrir des soins médicaux de qualité aux patients.

Le président de l'ADEGE a rassuré que, cette action de PPM touchera effectivement les couches

les plus défavorisées de toute la zone portuaire. « Les patients pourront désormais se procurer des produits à moindre coût au CMS de Katanga » a-t-il ajouté.

Le chef du village de GbétsoGbé, Togbui GbétsoGbé Michel et l'Infirmier d'Etat au CMS de Katanga, Nonfodji Komlan ont remercié les donateurs puis invité à leur tour la population de Katanga à venir se faire soigner dans ce centre.

AT

Prochain sommet de l'UA sur la sécurité maritime Le Togo à pied d'œuvre

Suite de la p 2

la commission scientifique préparatoire, travaille sur tous les aspects de ce sommet : la sécurité, l'hébergement, la logistique, les transports, l'assainissement, la connectivité internet etc...», a déclaré le ministre des affaires étrangères dans une interview à nos confrères de Togo Presse, paru en début de semaine.

«A 100 jours de cet événement continental, les préparatifs se déroulent sans accroc», a affirmé M. Robert Dussey, remerciant au passage les partenaires qui continuent d'aider le Togo pour la réussite de ce sommet.

Selon lui, la tenue de ce sommet est un «challenge pour le Togo». Raison pour laquelle le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé en personne «suit l'ensemble des travaux de préparation».

«Depuis le dernier sommet de l'Union africaine

à Lomé en 2001, il n'y a plus de grand rendez-vous dans notre pays. Cela s'explique par les difficiles moments que notre pays a traversés. Aujourd'hui, grâce aux efforts du gouvernement et de l'ensemble du peuple togolais sous la houlette du président de la République, notre pays retrouve progressivement sa place dans le concert des Nations», a-t-il indiqué.

«Et Grâce à ce repositionnement de la diplomatie togolaise, notre pays doit jouer un rôle de leadership sur certaines questions internationales», a-t-il précisé.

Pour le Togo, la préservation et le renforcement de la sécurité et de la sûreté maritime est un combat éminemment important qui appelle la mutualisation des efforts et des moyens pour mener, avec efficacité et

succès, la lutte contre les actes de criminalité en mer et leurs auteurs. Selon les chiffres, 38 pays africains sont côtiers et au moins une attaque de pirate est enregistrée chaque semaine dans le Golfe de Guinée. Or environ 90% des importations et exportations en Afrique, sont essentiellement effectuées par la mer.

«Le sommet va donc réfléchir sur l'ensemble de ces questions, afin de combler le vide juridique que nous déplorons tous en la matière et de prendre des mesures idoines pour la protection de nos océans et de nos mers, en vue de tirer profit de leur contribution au développement économique du continent», a expliqué M. Dussey

A en croire le chef de la diplomatie togolaise, le Togo «gagnera beaucoup» en abritant ce

sommet.

«La diplomatie togolaise rayonnera davantage et notre pays aura plus de visibilité sur la scène internationale. Plus nous sommes visibles, plus nous attirons les investisseurs, les touristes et plein d'autres acteurs économiques», a-t-il affirmé.

«En terme de retombées directes, nous aurons à accueillir 53 pays africains et d'autres invités de marque. Cette conférence, j'en suis convaincu, la booster les activités économiques et financières du pays, notamment dans les secteurs hôteliers, de la consommation, des transports etc...»

Précisons que d'importantes thématiques regroupées sous deux titres, seront examinées à Lomé par les participants à ce sommet.

Il s'agit de la «Coopération régionale et internationale pour la sécurité maritime» (Piraterie maritime, Pêche illicite

et les Trafics illicites de tout genre transitant en mer) et la «Sécurité maritime et développement» (Préservation de l'environnement marin et Mer comme facteur de développement).

Rappelons que le choix porté sur Lomé pour abriter ce sommet s'explique par le fait que le Togo avait inscrit, à l'ordre du jour de la 23ème Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, tenue à Malabo (Guinée Equatoriale), le point sur la piraterie maritime.

Cette proposition a été très favorablement accueillie par la Conférence, qui a perçu la proposition togolaise comme étant le premier acte concret entrant dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision sur la stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050.

Waraa/Savoirnews

Annonces et pubs

Appelez : 90-02-52-45 / 99-59-54-24

Face à l'insécurité grandissante, le vol à main armée et l'impuissance des forces de sécurité

Les présumés coupables paient les frais de la justice populaire

Un voleur revient après sa libération menacer sa «victime»

Suite de la p 3

ment, je suis reparti déçu après avoir discuté avec une autorité de police et c'est là que j'ai compris combien mes voisins ne voulaient pas que la police intervienne dans cette affaire. En effet, le commissaire me demande si je veux qu'il libère mon voleur ou je veux porter plainte contre lui. Mais si je voulais qu'il soit libéré, je l'aurais fait depuis sans même appeler la police ! J'ai alors dit au commissaire que je veux porter plainte. Et au commissaire de me dire que pour porter plainte, c'est



Têko Koudouwovo, directeur général de la police



Yark Damehane, Ministre de la sécurité



Massina Yotrofé, directeur général de la gendarmerie

corps habillés qu'on envoi embarqué ces présumés voleurs ne manquent pas de dire « au lieu de le terminer, vous nous appelez ». Ils sont conscients que ces affaires n'ont pas d'issues heureuses

moi qui doit m'occuper des frais du dossier. C'est moi aussi qui vais le nourrir durant la garde à vue et pour finir, je dois payer du carburant pour qu'il

soit déféré à la prison et cette somme s'élève à 5000F. Ne pouvant pas supporter ces nombreuses dépenses j'ai alors dit au commissaire de laisser tomber le dossier. Et c'est

ainsi que ce voleur a été libéré. », nous a-t-il confié. « Aujourd'hui, j'ai même peur pour ma propre sécurité parce que après sa libération, le voleur en question est revenu me menacer à mon service me disant que quelqu'un a volé son portable quand on le tabassait. Il me demanda alors de lui retrouver son téléphone. Ma sécurité est alors en jeu. », s'inquiète-t-il. Le cas de cet infographe n'est qu'un cas parmi tant d'autres des mésaventures que certaines personnes ont eu avec les voleurs dans les commissariats de police. Face à cette mauvaise conduite des affaires dans les commissariats de police, la justice populaire ne peut que triompher. D'ailleurs les

dans leurs commissariats. Si non, comment justifier que c'est la personne victime du vol qui doit dépenser pour les dossiers, dépenser pour nourrir le voleur et payer du carburant pour que ce voleur soit déféré à la prisons ? Aujourd'hui, les voleurs de motos sont ceux qui le plus souvent perdent leur vie entre les mains des populations. Et si rien n'est fait pour infliger une bonne peine aux voleurs pour soulager la population et décourager les autres jeunes qui se préparent à voler, demain, même les petit voleurs de portables seront brûler dans les carrefours et c'est le Togo qui perdra des points en matière des droits de l'homme.

'Jack NUKUNU

Améliorer les soins de santé des populations

Le chef de l'Etat fait don de matériel médical à l'USP de Lassa Houdé

L'Unité de Soins Périphériques (USP) de Lassa Houdé a bénéficié de matériel de santé offert par le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, le vendredi 24 juillet à Kara. Ce don s'inscrit dans la politique de développement en matière de santé prônée par le donateur qui vise à renforcer les centres de santé en matériel médical pour le bien des populations. Composé de lits, des ta-

bles d'accouchements, des chariots, des lampes d'examen, des gants, du coton, des seringues et des compresses, le don a été remis aux bénéficiaires par le président des ressortissants du canton de Lassa à Lomé, Kézié Essotina Antoine. Celui-ci a émis le vœu de voir la population fréquenter l'USP pour bénéficier de soins adéquats. Il a par ailleurs,

demandé au personnel soignant de faire un bon usage du matériel reçu pour le bien-être de la population de Lassa Houdé et de ses environs. La directrice préfectorale de santé, Dr. Kpakpo-Adaba Adolé, a exprimé sa gratitude au chef de l'Etat pour son soutien aux populations vulnérables. Elle a indiqué que ce don permettra au centre d'améliorer ses prestations.

AT

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT

8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT

8201

Renseignements



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Dans le but de sauver le football togolais malade **Le Ministre Guy Madzé Lorenzo** à la rencontre des acteurs

Comment régler la crise qui mine actuellement le football togolais ? C'est ce à quoi veut s'atteler le Ministre de la communication, de la formation civique et des sports, Guy Madzé Lorenzo. Le comité de normalisation mis en place par la FIFA avec le soutien de l'Etat togolais a du mal à démarrer ses activités. Il se trouve aujourd'hui devant des équations à plusieurs inconnues puisque voulant organiser des championnats alors que la plupart des clubs n'en veulent pas. Ces clubs ont individuellement saisi le CNFTF sur leur non participation à une compé-



tition dont les règles ne sont pas claires et demandent tout simplement au comité de respecter la feuille de route de la FIFA qui consiste à la refonte des textes de la FTF et l'organisation d'un congrès électif. Face à ce blocage le nouveau détenteur du portefeuille des sports a entrepris depuis quel-

ques jours des démarches en vue de sauver la situation. Ainsi dans la journée de Mercredi, Guy Madzé Lorenzo a rencontré des responsables de 4 clubs à savoir

Anges de Notsé, Gomido de Kpalimé, Dyto de Lomé et Maranatha de Fiokpo. D'autres rencontres sont prévues pour avoir le maximum d'info sur la situation dans laquelle se trouve notre sport roi. Nous y reviendrons

Waraa

FTF/ Les Secrétaires généraux et les responsables administratifs des clubs formés sur la procédure d'octroi d'une licence de clubs

Les clubs togolais de 1^{ère} division sont priés de respecter les nouvelles exigences de la CAF, ceci à travers l'obtention de la licence de clubs. C'est dans ce cadre qu'un séminaire de 48 heures a réuni du 28 au 29 juillet 2015 les secrétaires généraux, les responsables administratifs et 3 instructeurs de la CAF pour plancher sur le système de Licences des clubs et ses objectifs, réviser le règlement actuel du système des licences des clubs et évaluer les progrès réalisés sur chaque critère du système des licences des clubs. La Fédération s'est dotée d'un règlement national sur la procédure pour l'octroi de licence aux clubs à la suite des directives de la FIFA et de

la CAF. Mais toutes les structures exigées ont été mises en place mais les clubs, eux, peinent à assimiler les nouvelles exigences, obligeant la CAF à initier des séminaires dans ses associations membres. L'application de ces nouveaux critères notamment avoir un siège et une administration qui fonctionne, un terrain de football et autres aspects juridiques rentreront en vigueur à partir de la saison 2015 - 2016 selon le directeur du stage, le malien Moussa Konate. Après cette formation, les participants aguerris pourront désormais aborder avec sérénité les futures compétitions nationales et internationales.

Waraa

FIFA : Succession de Sepp Blatter Platini tout juste candidat mais déjà contesté

Candidat déclaré à la présidence de la FIFA, dont le prochain scrutin aura lieu en février 2016, Michel Platini a pu se rendre compte qu'il est encore loin de faire l'unanimité. Si le patron de l'UEFA est soutenu par certaines confédérations, il a cependant déjà eu à subir une salve de critiques de la plupart de ses futurs rivaux pour le poste.

La peur de l'adversité pousserait-elle les rivaux de Michel Platini à déjà sortir les crocs ? Toujours est-il que le patron de l'UEFA a-t-il à peine officialisé sa candidature à

la présidence de la FIFA que ses futurs adversaires pour le poste ont fait tir groupé sur lui. Attentes qui tendent à démontrer que si l'ancien international français bénéficie de l'appui total de l'UEFA qu'il dirige depuis 2007, il est loin de faire l'unanimité sur la scène mondiale.

«**Les fans du foot méritent mieux**», pour le Prince Ali

Le premier tacle est venu du Prince Ali, **candidat malheureux aux élections de mai dernier** face à Sepp Blatter. Quelques heures seulement après l'annonce de la candida-



ture de Platini, le dirigeant jordanien s'est fendu d'un communiqué tranchant, estimant que l'ancien joueur de la Juventus «*n'est pas bon pour la FIFA*». «*Les fans de foot et les joueurs méritent mieux. La FIFA est empêtrée dans le scandale (...)* La cul-

ture des arrangements en coulisses, en sous-main, doit prendre fin. La FIFA a besoin d'un leadership indépendant, lavé des pratiques du passé», a-t-il conclu, voilant à peine ses accusations de clientélisme.

Même son de cloche du côté de Musa Bility. Candidat déclaré à la présidence de la FIFA et **connu sur le continent africain pour son franc-parler et ses prises de position**, le président de la Fédération libérienne n'a pas manqué l'occasion d'y aller de sa pique. «*Le monde veut que le football et ceux qui dirigent le football changent. Et Platini ne représente pas ce changement*», a ainsi déclaré le dirigeant de 48 ans à la BBC.

Platini, produit du système ?

«*Il a été vice-président de FIFA pendant huit ans. Il ne devrait pas remplacer Sepp Blatter, c'est inacceptable*», pense Bility, qui estime que c'est «*le temps de l'Afrique*», militant au pas-

sage pour qu'un candidat non-européen prenne le rênès de l'instance. «*Nous sommes au 21^e siècle et l'Europe doit comprendre que le reste du monde mérite d'être le responsable de cette organisation. Ceci n'est pas l'Union européenne, ceci n'est pas l'UEFA, ceci est la FIFA*», a-t-il martelé.

S'il a eu le mérite de patienter jusqu'au lendemain, le Sud-Coréen Chung Mong-joon n'a pas manqué d'y aller de sa critique bien sentie à l'égard du patron du football européen. Ancien vice-président de la FIFA, l'homme de 63 ans, qui va également se porter candidat, décrit son futur adversaire comme l'homme du système. «*Si je suis élu, mon travail ne sera pas de profiter du luxe des fonctions. Mon travail sera de changer cela*», a-t-il indiqué au média britannique. «*Monsieur Platini est vraiment un produit du système actuel*». La bataille a déjà commencé...

afrik

SAVOIR NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

PORT OBLIGATOIRE DE BADGE AUX BUREAUX DES DOUANES A COMPTER DU 1ER SEPTEMBRE 2015



COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE BADGE

Une copie légalisée de l'agrément du commissionnaire en douane agréé

Une copie du contrat de travail ou du livret d'assuré à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de chaque bénéficiaire

Un formulaire de demande dûment remplie

Une quittance attestant du paiement des droits d'établissement des badges

**Pour tout renseignement,
composer le 8201**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg